

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATION
DU POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
COMITE SYNDICAL du 12 novembre 2020**

DELIBERATION N°24/2020

Objet : Règlement intérieur 2020-2026 du PETR

L'an deux mille vingt, le douze novembre à dix-huit heures, le Comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Cœur Entre-deux-Mers dûment convoqué, s'est réuni à Saint-Loubès.

Date de convocation du Comité syndical : 2 novembre 2020

Secrétaire de séance : Hélène LABBÉ

Présents :

Présents :

TITULAIRES			SUPPLEANTS		
CDC RURALES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
DALLA LONGA	Marie-France		BOUDON	Chantal	
FAVORY	Jean		DELBARY	Aline	×
MAULUN	Frédéric	×	GUÉRIN	Éric	
TESSIER	Sylvie	×	LAPUYADE	Arlette	×
CDC LES COTEAUX BORDELAIS					
AUBIN	Maryse	×	AVINEN	Marc	
JOUCREAU	Michel		BONNIER	Patrick	×
LHOMET	Sylvie	×	ZIMMERLICH	Julia	
LURTON	Thierry		CHAMPALOU	Karine	×
DESTRUEL	Philippe	×	LABBÉ	Hélène	×
CDC DU SECTEUR DE SAINT-LOUBES					
QUENNEHEN	Vincent	×	LA MACCHIA	Bruno	×
MARTIN	José	×	YANINI	Daniel	
MOREAU	Luc	×	DA COSTA	Laëtitia	×
FAVRE	Emmanuelle	×	KOUTCHOUK	Harrag	×
COTSAS	Pierre		SEVAL	Pierre	×
BAGOLLE	Céline		AYAYI	Sylvie	
CDC DES PORTES DE L'ENTRE-DEUX-MERS					
MONGET	Alain	×	ROUGIER	Frédéric	×
HARRIS	Anne		SCHOMAECKER	Denise	
ZEFEL	Nathalie	×	CASTAING	Corinne	×
GOEURY	Céline	×	CHAZALLET	Patrice	×
MARTRET	Marion		DELPONT	André	
CDC DU CREONNAIS					
ZABULON	Alain	×	MONNERIE	François	
PAGÈS	Bernard		LAFON	Maryvonne	
CHIRON-CHARRIER	Marie-Antoinette		BARTHET-BARATEIG	Romain	
BOIZARD	Alain	×	JOYEUX	Jean-Luc	

Nombre de délégués en exercice : 24 titulaires

Quorum : 13

Délégués présents (titulaires et suppléants) : 26

Délégués excusés en cours de séance : 2 (Madame Lhomet départ 19h - Monsieur Zabulon départ 19h25)

Délégués représentés : 0 pouvoir

Délégués représentés en cours de séance : 0 (pouvoir - heure)

Vu l'article L2121-8 du CGCT qui impose au PETR d'établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent l'installation

Considérant la présentation faite en séance.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical vote et approuve à l'unanimité des suffrages exprimés (o abstention) d'adopter le règlement intérieur.

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision de nomination peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication,
- le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait et délibéré le 12 novembre 2020

Le Président,

The image shows a blue ink signature of Alain Monget written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'PETR du Cœur Entre-Deux-Mers' around the perimeter and a central emblem featuring a landscape with a sun, a tree, and a building. Below the stamp, the name 'Alain MONGET' is printed in blue capital letters.

Alain MONGET

PETR du Cœur Entre-deux-Mers
REGLEMENT INTERIEUR
2020-2026

Version validée en comité syndical du 12 novembre 2020

I – LE COMITE SYNDICAL

A / TRAVAUX PREPARATOIRES

Article 1 : Périodicité des séances

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre, dans une commune membre du périmètre du PETR ou en visioconférence. Les comités syndicaux tourneront sur les Communautés de communes du territoire à la demande des élus de ces dernières.

En cas de réunion en visioconférence, les modalités de tenue et d'organisation seront fixées par délibération.

Les dates des réunions sont programmées pour une période de 6 mois. Cette programmation est transmise aux délégués titulaires et suppléants.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est adressée par courriel horodaté aux délégués titulaires et aux délégués suppléants.

Afin de s'assurer du quorum, les délégués doivent indiquer au PETR leur présence ou leur absence.

En cas d'indisponibilité, les délégués titulaires sont chargés d'informer les délégués suppléants.

Une note explicative de synthèse sur les sujets soumis à délibération ainsi que le procès-verbal du dernier Comité syndical seront adressés par courriel aux délégués titulaires et aux délégués suppléants.

Le délai minimum de convocation est fixé à cinq jours francs.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Les Présidents des Communautés de communes seront invités.

Article 3 : Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation.

Le Président rend compte de l'ordre du jour dès l'ouverture de la séance du Comité syndical et peut décider du renvoi de tout ou partie de l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Article 4 : Accès aux dossiers

Tout membre du Comité syndical a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du PETR qui font l'objet d'une délibération.

Les dossiers à l'ordre du jour seront tenus à la disposition des membres de l'assemblée 5 jours précédant la séance (aux heures ouvrées du PETR) et également en séance.

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication au siège du PETR et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Comité syndical, des budgets du PETR et des arrêtés diffusables du Président. Toute impression par le PETR fera l'objet d'un paiement de la part du demandeur.

La Loi « Engagement et proximité », article L. 5211-40-2 § 6 CGCT prévoit d'avoir accès de manière dématérialisée aux documents du PETR pour les conseillers municipaux et communautaires.

Un courriel a été transmis aux communes et Communautés de communes afin que chaque élu soit informé et ait accès aux documents du PETR :

- Pour accéder, sur le site internet du Pôle Territorial, aux procès-verbaux des Comités syndicaux, aux délibérations :

Lien : <https://www.coeurentre2mers.com/comites-syndicaux-et-deliberations.html>

- Pour s'inscrire à la newsletter du Pôle Territorial (actualités du Pôle Territorial, ordres du jour des Comités syndicaux) :

Lien : <https://www.coeurentre2mers.com/>

- Pour accéder à la page Facebook du Pôle Territorial :

Lien : <https://fr-fr.facebook.com/coeurentre2mers/>

Les notes de synthèse de préparation des Comités syndicaux seront également tenues à disposition, sur demande, de manière dématérialisée.

B / TENUE DES SEANCES

Article 5 : Présidence

Le Comité syndical est présidé par le Président et, à défaut, par le 1er Vice-Président ou un autre Vice-Président dans l'ordre des attributions si ce dernier n'est pas présent.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, le doyen des délégués titulaires préside la séance. Le Président peut dans ce cas, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le doyen des délégués titulaires du Comité syndical.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, demande la validation du procès-verbal de la séance précédente, dirige les débats, accorde la parole, appelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il peut prononcer une interruption de séance et y met fin. Il met au vote les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité syndical. Ils doivent rendre compte en séance de Comité syndical, via le Président du PETR, des décisions prises.

Article 6 : Secrétaire de séance

Au début de chaque séance, le Comité syndical nomme un membre pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de la séance.

Article 7 : Le Personnel

Les membres du personnel du PETR assistent, selon les besoins, aux séances du Comité syndical.

Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique ou des clauses contractuelles.

Article 8 : Quorum

Le Comité syndical ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi en discussion de toute question soumise à délibération.

Si le quorum n'est pas atteint, le Président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Si après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L 2121-10 à L 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le Comité syndical est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle.

Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le Comité pourra délibérer sans la présence de la majorité de ses membres.

Les pouvoirs donnés par les délégués absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Article 9 : Pouvoirs

Le délégué suppléant peut remplacer n'importe quel délégué titulaire absent de sa Communauté de communes. Il n'a pas besoin de pouvoir.

En cas d'empêchement du titulaire et des suppléants, le délégué titulaire pourra donner un pouvoir écrit à un autre délégué titulaire de son choix. Le pouvoir, pour être valable, devra comporter l'objet : « pouvoir », le nom et la signature du délégué donnant pouvoir, le nom du titulaire du pouvoir, la date et la séance de validité.

Chaque délégué ne peut être porteur que d'un pouvoir.

Le pouvoir n'est valable que pour une séance. En cas de maladie dûment constatée, il peut être valable pour trois séances consécutives.

Le mandataire remet le pouvoir au Président de séance au début de la séance. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un délégué titulaire obligé de se retirer avant la fin de séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les délégués qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 10 : Nomination d'un délégué au Comité syndical

Chaque délégué titulaire et suppléant siégeant au Comité syndical est nommé par sa Communauté de communes. Le choix de la Communauté de communes peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une de ses communes membres.

Il doit être volontaire afin d'être un relais efficace entre le PETR et sa Communauté de communes.

Article 11 : Démission, absence répétée ou décès d'un délégué

En cas

- de démission, de décès du délégué précédemment nommé, la Communauté de communes doit nommer un nouveau délégué au PETR et en informer ce dernier au plus tôt,
- d'absence répétée, non motivée, constatée par le PETR, ce dernier demandera le remplacement du dit délégué par sa Communauté de communes. Ce cas fera l'objet d'un courrier adressé au Président de la Communauté de communes concernée.

Article 12 : Rôle du délégué

Le rôle du délégué est de prendre part aux réflexions et décisions du Comité syndical.

Chaque Vice-Président, appuyé par les délégués de sa Communauté de communes, doit régulièrement rendre compte des travaux du PETR au sein de sa Communauté de communes de rattachement. (Art. L 5211-39 du CGCT).

Il pourra s'appuyer sur les outils mis à disposition par le PETR (rapport d'activités, site internet, plaquettes, newsletter...).

Le délégué suppléant est investi des mêmes pouvoirs que le délégué titulaire en cas d'absence de ce dernier.

Il est demandé aux délégués titulaires et suppléants de chaque Communauté de communes de s'organiser, entre eux, avant chaque Comité syndical, afin que tous les sièges attribués à la Communauté de communes soient occupés lors d'un Comité syndical.

Article 13 : Accès, tenue du public et personnes invitées

Les séances sont publiques.

Des membres associés comme notamment le/la Député(e), les Sénateurs, un représentant du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, du Conseil Départemental, du CESER Nouvelle-Aquitaine, pourront être invités par le Président du PETR aux réunions. Ils ne pourront pas prendre part au vote des délibérations.

Le public et la presse occuperont les places qui leur seront réservées dans la salle. Le public doit observer le silence pendant la séance.

Article 14 : Police de l'assemblée

Le Président peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre.

Article 15 : Séance à huis clos

Sur la demande de cinq délégués ou du Président, le Comité syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunisse à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote du Comité syndical.

Lorsqu'il est décidé que le Comité syndical se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

C / ORGANISATION DES DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Le Comité syndical émet des vœux sur tous les objets présentés à l'ordre du jour.

Le Comité syndical règle par ses délibérations les affaires du PETR.

Article 16 : Déroulement de la séance

L'ensemble des délégués présents (titulaires et suppléants) signent la feuille de présence.

En cas de réunion en visioconférence, les modalités de tenue et d'organisation seront fixées par délibération.

Le Président appelle les points figurant à l'ordre du jour.

Le Président demande au Comité syndical de nommer le secrétaire de séance. Il rend compte des décisions prises en vertu des délégations reçues du Comité syndical. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé oral sommaire par le Président, le Vice-Président concerné.

Article 17 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux membres du Comité syndical qui la demandent.

Les membres du Comité prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président.

Si un orateur s'écarte de la question, trouble l'ordre par des interruptions répétées ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président.

Article 18 : Débats d'orientation budgétaire

Les budgets du PETR sont proposés par le Président et votés par le Comité syndical.

Les Débats d'Orientations Budgétaires (DOB) doivent être présentés et votés dans les 2 mois précédant le vote des budgets. (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4311-1 et L.5211-26 du CGCT).

5 jours minimum avant la réunion, les DOB sont transmis aux délégués titulaires et suppléants du Comité syndical.

Le débat est organisé en principe sans limitation de temps. Il peut toutefois être organisé en respectant l'égalité de traitement des intervenants.

Article 19 : Suspension de séance

Le Président prononce les suspensions de séance. Il peut mettre au vote toute demande de suspension de séance, formulée par au moins un tiers des membres du Comité syndical.

Article 20 : Votes

Afin de faciliter l'enregistrement des votes, au début de chaque Comité syndical :

- en cas d'absence d'un ou plusieurs titulaires au niveau d'une Communauté de communes, les délégués présents de la Communauté de communes acteront qui, parmi les suppléants, prendra place autour de la table pour voter. Les non votants resteront en seconde ligne.
- Les pouvoirs (possibles que de titulaire à titulaire) ne seront pris en compte que si des places restent vacantes.

Le Comité syndical vote de l'une des manières suivantes :

- 1- à main levée,
- 2- au scrutin secret.

Ordinairement, le Comité syndical vote à main levée, le résultat en étant constaté par le Président.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas d'égalité, sauf le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame ou lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination.

Dans le cas de l'élection du Président et des Vice-Présidents, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Un Délégué intéressé à l'affaire faisant l'objet d'une délibération ne doit prendre part ni au débat, ni au vote.

Article 21 : Délibérations

Les délibérations sont inscrites par ordre chronologique dans le registre ouvert à cet effet.

II – LE BUREAU

Article 22 : Composition

Le bureau est composé du Président du Comité syndical qui le convoque et de Vice-Présidents.

Article 23 : Rôle du bureau

Le bureau est une instance de travail et de réflexion sur les actions du PETR et leur mise en œuvre.

Article 24 : Convocations et fonctionnement

Les convocations dématérialisées seront envoyées au minimum 5 jours avant la date de réunion.
Périodicité bureau : un tous les 2 mois.

Le Président peut inviter des personnes extérieures au bureau, selon les ordres du jour.

Le bureau peut être réuni en présentiel ou en visioconférence.

Article 25 : Le Personnel

Les membres du personnel du PETR assistent, selon les besoins, aux séances du bureau.
Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

III - LES COMITES DE PILOTAGE

Article 26 : Rôle des Comités de pilotage

Un Comité de pilotage est activé à la demande du Président du PETR ou du Vice-Président référent sur la thématique à traiter. Un Comité de pilotage est activé pour traiter d'un projet, d'une thématique liée à la feuille de route du PETR.

Ce sont des lieux de travail, de suivi et de proposition d'actions.

Article 27 : Composition des Comités de pilotage

La composition de chaque Comité de pilotage sera déterminée par délibération.

Article 28 : Fonctionnement des Comités de pilotage

Chaque Comité de pilotage se réunira en fonction de ses besoins. Il peut être réuni en présentiel ou en visioconférence.

Le Comité de pilotage a lieu pendant ou en continuité des heures ouvrables du PETR. Le technicien référent sera présent, sauf indisponibilité éventuelle, et participera à l'animation. Il réalisera les comptes rendus.

Le Président du PETR est Président de droit des Comités de pilotage mixtes.

Le Vice-Président référent est le Président du Comité de pilotage.

Les techniciens du Pôle auront pour référent le Président du Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage se réunit sur convocation courriel signée par le Président du Comité de pilotage. Ce dernier est toutefois tenu de réunir le comité à la demande de la majorité de ses membres.

Les Comités de pilotage ne sont pas publics.

La présentation des travaux du comité sera faite régulièrement en comité syndical afin de présenter le travail effectué.

La participation d'un membre à un Comité de pilotage mixte s'arrête :

- En cas de dissolution du Comité de pilotage mixte.
- En cas de démission, de décès, de motif grave ou de 3 absences successives non justifiées. Le PETR nommera alors un nouveau membre pour le remplacer.

IV. LES COMMISSIONS LEGALES

Les commissions légales, notamment les commissions d'appel d'offres restent soumises aux règles spécifiques les organisant.

V. LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT

L'article 12 des statuts du PETR prévoit l'existence d'un conseil de développement.

Le règlement intérieur du conseil de développement précisant :

- Rôles des représentants du conseil de développement
- Désignation/composition
- Obligations envers le PETR
- Obligations du PETR envers les représentants du conseil de développement
- Arrêt de la participation des représentants du conseil de développement

sera annexé au présent règlement.

VI : LA CONFERENCE DES MAIRES

En application de l'article L. 5741-1 III du CGCT, la conférence des Maires réunit les maires des communes du PETR.

Elle se réunit au moins une fois par an et est consultée

- pour l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire,
- sur tout autre sujet de développement lié au territoire du Cœur Entre-deux-Mers.

Le rapport annuel d'activités du PETR est adressé à chaque Maire, chaque année.

VII – GAL LEADER DU CŒUR ENTRE-DEUX-MERS

Le règlement intérieur du GAL (Groupe d'Action Local) Leader sera annexé au présent règlement.

VIII – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29 : Modification du règlement intérieur

Des modifications au présent règlement doivent être adoptées par le comité syndical.

Article 30 : Obligations du Président en termes de compte rendu d'activité

Le Président du PETR adresse chaque année, au Président de chaque Communauté de communes membre un rapport retraçant l'activité du PETR année n-1. Il en fait de même à chaque Maire des communes du territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Président au Conseil communautaire.

Le Président du PETR peut être entendu, à sa demande, par le Conseil communautaire ou à la demande de ce dernier (Art. L 5211-39 du CGCT).

Article 31 : Communication relative à la mission d'accompagnement de porteur de projets assurée par le PETR

Dans un souci de confidentialité vis-à-vis des porteurs de projet publics et privés et d'échanges d'information avec les Communautés de communes, les actions suivantes sont mises en place :

- Lorsqu'un porteur de projet (public ou privé) sollicite l'accompagnement du PETR pour son projet, le PETR lui proposera d'en informer sa Communauté de communes.
- Chaque instance du PETR aura accès à un tableau de bord de suivi des projets lié à son champ d'intervention.

Le PETR et ses délégués s'engagent à ne diffuser des informations sur le contenu d'un projet : nom du porteur de projet, nature et contenu du projet, localisation, qu'à partir du moment où ce dernier fait l'objet d'une présentation du dossier auprès du Comité syndical, ou du Comité de programmation Leader.

La partie concernant les subventions attribuées ne sera communiquée qu'après validation des montants par les instances de décision du PETR.

Concernant des projets ne faisant pas l'objet d'un dépôt de dossier, le PETR ne communiquera que sur la localisation et la nature du projet accompagné.